L'Armée en Bretagne au XVIII^e siècle. Institution militaire et société civile au temps de l'Intendance et des États

Yann Lagadec

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/446>

DOI : 10.4000/abpo.446

ISBN : 978-2-7535-1507-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2007

Pagination : 198-201

ISBN : 978-2-7535-0554-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Yann Lagadec, « L'Armée en Bretagne au XVIII^e siècle. Institution militaire et société civile au temps de l'Intendance et des États », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-3 | 2007, mis en ligne le 30 septembre 2009, consulté le 22 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/446> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.446>

Ce document a été généré automatiquement le 22 juillet 2022.

Tous droits réservés

L'Armée en Bretagne au xviii^e siècle. Institution militaire et société civile au temps de l'Intendance et des États

Yann Lagadec

RÉFÉRENCE

Rennes, PUR, 2005, 416 p.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet ouvrage sur le site des Presses universitaires de Rennes : notice, documents et commande en ligne : <http://www.pur-editions.fr/detail.php?idOuv=41>

- 1 Disons-le d'entrée : l'ouvrage de Stéphane Perréon est, à n'en pas douter, l'un de ceux qui fera date dans l'historiographie militaire française. En effet, malgré l'audience internationale dont elle a bénéficié, la « nouvelle histoire militaire » promue en France par A. Corvisier et ses élèves, de J. Chagniot à A. Blanchard en passant par J.-P. Bois, n'a pu s'appuyer que sur de maigres bataillons de chercheurs. Aussi, de manière étonnante, 41 années séparent-elles la publication de cette première thèse consacrée aux rapports entre armée et société à l'échelle d'une province tout entière de la parution de celle – particulièrement novatrice – d'A. Corvisier sur *Le soldat* de la fin xvii^e siècle au ministère Choiseul (1964). Et il aura fallu 20 ans pour que l'analyse proposée en 1985 par J. Chagniot des liens entre l'armée et une société – en l'occurrence la société parisienne – trouve son pendant dans ce travail sur la/une province.

- 2 Le choix de la Bretagne se révèle d'ailleurs particulièrement judicieux dans le cadre de cette étude pionnière : province frontière – on l'oublie trop souvent – et en cela exposée aux descentes récurrentes des forces navales britanniques, elle présente aussi l'avantage d'être éloignée des limites nord et est du Pré carré, là où se concentrent les principaux affrontements terrestres, constituant ainsi une sorte d'entre-deux propice à des analyses nuancées. Celles-ci s'articulent autour de trois thématiques principales.
- 3 L'auteur débute son étude par une approche essentiellement institutionnelle. Chacun des multiples rouages de l'appareil militaire provincial est ainsi étudié avec minutie, ce qui permet de pointer le rôle de chacun : intendant aux « *pouvoirs étendus* » (p. 32) certes, officiers généraux et commissaires des guerres aussi, gouverneurs dont les fonctions tendent à s'effacer au profit de « *l'irrésistible ascension* » des commandants en chef successifs (p. 52), dont l'archétype reste le duc d'Aiguillon, vainqueur à Saint-Cast en 1758, patient organisateur de la défense de la province dans ses multiples dimensions surtout. Bien plus cependant que les pages consacrées à ces acteurs somme toute attendus, ce sont celles traitant de la commission intermédiaire des États de Bretagne qui apparaissent comme les plus neuves, une commission intermédiaire dont le rôle est d'ailleurs rappelé, très régulièrement, tout au long de l'ouvrage et pas uniquement dans le Chapitre I. Il en va de même des subdélégués de l'intendant, auxquels S. Perréon consacre explicitement quelques paragraphes, mais que l'on trouve mentionnés à chacune des pages ou presque, à l'instar des autres acteurs locaux : les étapiers, ces entrepreneurs privés en charge de la fourniture des subsistances nécessaires aux troupes en déplacement dont on sait se passer cependant en situation d'urgence, comme en 1746 et 1758, au moment des raids de la Navy contre Lorient et Saint-Malo, mais aussi les officiers municipaux urbains ou leurs homologues ruraux, syndics et marguilliers, en charge de la gestion des biens de l'église paroissiale comme de celle des affaires communes plus profanes. Ressort de cette description l'image d'un système administratif particulièrement complexe, en perpétuelle recherche de nouveaux ajustements, mais à l'efficacité finalement globalement éprouvée tout au long de la période étudiée.
- 4 Dans une seconde partie, S. Perréon se focalise sur la question des diverses ponctions effectuées par l'armée en Bretagne. Celles-ci sont humaines bien évidemment, offrant ici un certain nombre de particularités qu'il convient de signaler : au-delà des difficultés du recrutement volontaire dans les troupes réglées, déjà signalées par A. Corvisier – des difficultés qu'il convient cependant de nuancer au regard de la participation de la province à l'effort de guerre maritime –, notons la « *longue agonie* » certes, mais aussi les « *fiers sursauts* » du ban et de l'arrière-ban de la noblesse bretonne, tout particulièrement lors de la descente contre Lorient en 1746, ou encore le poids relatif particulièrement élevé de la milice provinciale sur les paroisses de l'intérieur, un poids très inégalement réparti surtout d'une paroisse à l'autre. Aux ponctions humaines, volontaires et consenties ou non, s'en ajoutent d'autres, matérielles et financières. Le logement des gens de guerre ou la fourniture de charrettes et d'attelages concernent particulièrement les paroisses, rurales comme urbaines, de la « *rocade bretonne* », le long des principales routes par lesquelles transitent les troupes selon un rythme bien établi, autour des temps forts que constituent le printemps et la fin des quartiers d'hiver. Face à des charrois perçus comme astreignants, longs et mal rémunérés, à l'origine de multiples tensions entre militaires et paysans réquisitionnés, face aux conséquences du logement personnel et du casernement, notamment en ce qui

concerne le prêt de lits, poussant les habitants à abandonner les leurs aux soldats pendant plusieurs semaines parfois, les cahiers de doléances demandent massivement le remplacement des charges effectives par une fiscalité spécifique, mais une fiscalité équitablement répartie entre les trois ordres. C'est là l'un des – nombreux – enseignements ou confirmations importants de cette étude : le tiers breton, celui-là même qui s'était révolté en 1674-1675 contre le papier timbré, est moins hostile aux charges militaires à caractère financier – le casernement, l'impôt de la milice et celui de la milice garde-côtes, abonnés à la capitation – qu'aux multiples exemptions dont bénéficient certains : la majeure partie de la population accepte en effet le principe de ces impôts, « consciente de la nécessité de contribuer à l'entretien de l'armée ». S. Perréon y voit, à juste titre, une « défaite idéologique de la noblesse qui, par la voix des États, ne cessa tout a long du siècle de dénoncer l'injustice de ces impôts et même leur caractère inégal et contraire aux libertés bretonnes » (p. 280). En cela, « les Bretons, à l'instar des autres Français, acceptaient donc de participer à la défense du royaume, à deux conditions : que cela se fit en payant plutôt qu'en servant, et que personne ne fût exempt » (p. 281), ne faisant en cela « preuve d'aucune originalité ».

- 5 La 3^e partie insiste plus particulièrement sur cette dimension. Centrée sur les rapports des populations aux soldats et à l'armée, celle-ci part, presque logiquement, des stéréotypes véhiculés par l'historiographie traditionnelle, pour mieux l'affiner, la nuancer, la contrer le cas échéant. Le soldat, pillard et violent ? Certes, cependant beaucoup moins sans doute qu'au siècle précédent. Si une partie des affaires mettant en jeu des militaires échappe très probablement à la justice civile – et au chercheur –, la virulence des réactions suscitées par des comportements de ce type, notamment dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, dit bien, implicitement, l'évolution en cours des mentalités. Le soldat, séducteur ? Certes, mais les relations entre présence militaire et illégitimité ne sont pas simples : ainsi, si la corrélation entre les deux phénomènes semble nette, à Nantes par exemple, l'état militaire est aussi une échappatoire pour les pères ne souhaitant pas assumer les conséquences de leurs actes, l'engagement dans la milice ou dans l'armée réglée se révélant parfois le plus sûr moyen de fuir ses responsabilités. Quant à la prostitution, les quelques tentatives de contrôle se révèlent inutiles : si le commandant du bataillon de milice de Fontenay-le-Comte fait enfermer en 1745 au château de Brest dix filles de joie « qui passèrent par les verges au péril de leur santé » (p. 299), le marquis de Langeron reconnaît l'inutilité de la lutte en 1777. Le soldat, vecteur d'épidémie ? Indéniablement, et sans doute plus encore que ne le laisse entendre S. Perréon, qui ne mentionne pas la terrible épidémie de dysenterie de 1779, naguère étudiée avec force détails par F. Lebrun¹, dont la diffusion suit les routes empruntées par les troupes en cours de concentration à Brest au moment de la guerre d'Indépendance américaine, causant notamment l'annulation d'un projet de débarquement en Angleterre. Mais ces épidémies n'ont le plus souvent pas besoin des troupes pour se diffuser, la marine jouant d'ailleurs en Bretagne un rôle sans doute bien plus important que l'armée. Enfin et surtout, ce soldat souvent redouté du XVII^e siècle s'est progressivement mu en un « soldat recherché » (p. 283). Préférés par les autorités locales à une maréchaussée trop implantée et trop peu nombreuse pour les tâches de maintien de l'ordre, les militaires participent aussi à la lutte contre les incendies ou, plus encore, aux travaux publics, notamment dans le cadre de l'aménagement du cours de la Vilaine entre Rennes et Redon à la fin du siècle. Le soldat apparaît qui plus est comme un consommateur, dont le rôle dans le dynamisme de l'économie locale peut se révéler essentiel pour une foule de petits métiers comme pour

les étapiers ou les loueurs de logements. En un mot, S. Perréon confirme, à l'échelle des comportements du plus grand nombre, en une province réputée « étrangère » au royaume, ce que J. Chagniot avait bien analysé dans la littérature du siècle des Lumières : les indices nombreux et concordants d'une « *réhabilitation du soldat* » au cours des décennies précédant la Révolution.

- 6 Au-delà de ces grandes lignes, l'ouvrage fourmille d'informations, de détails, d'analyses suggestives dont il serait vain de dresser une quelconque liste ici : notons, sans prétention à la moindre exhaustivité, les quelques pages consacrées à la vision du soldat dans la chanson populaire bretonne et notamment les fameux *gwerziou*, le rôle de la langue bretonne comme frein au recrutement, les traces laissées dans la micro-toponymie des activités militaires – ainsi ce *Parc an exercis* du Conquet –, le rôle des milices bourgeoises urbaines etc.
- 7 Au terme de ces quelque 400 pages jamais jargonantes, d'une lecture agréable, le lecteur, comblé en nombre de domaines, n'en aura pas moins quelques regrets, qui ne pourront cependant faire figure de reproches à l'auteur. Le premier – et le principal – est celui de la non prise en compte des institutions militaires dans leur globalité, autrement dit armée et marine, ce que permettait une étude centrée sur la Bretagne... mais en aucun cas – S. Perréon s'en explique avec raison en introduction – le temps désormais dévolu à la préparation d'une thèse de doctorat. De la même manière, l'on aurait aimé parfois en savoir plus sur cette période de transition que constituent les années 1789-1792/1793, alors que nombre de corps de troupes rejoignent les rangs du tiers en révolution, alors que se généralisent aussi, jusque dans les paroisses rurales, les milices nationales ou patriotiques venues remplacer les milices urbaines d'Ancien Régime, quelques mois avant que se mobilisent les centaines de volontaires de 1791 et 1792, illustrant ainsi la capacité des Bretons à intégrer des structures militaires, pour peu cependant qu'elles répondent à certaines conditions ; il est vrai cependant qu'ainsi, S. Perréon aurait dû dépasser les bornes chronologiques qu'il s'était fixées, celles tout aussi pertinentes du siècle de l'intendance, entre 1689 et 1789. Dernier regret enfin : celui de ne guère saisir finalement l'armée comme force combattante. Elle se cantonne en effet ici, trop souvent, à une masse de soldats à recruter, nourrir, loger, soigner. Il est vrai que la Bretagne n'offrait que peu d'occasions de la montrer au combat, descentes britanniques mises à part. Notons surtout que cette – modeste – limite caractérise moins le riche travail de S. Perréon en particulier que l'historiographie militaire française de la période moderne en général, de ce point de vue désormais peut-être en retard sur ses homologues britanniques et américaines.

NOTES DE FIN

1. LEBRUN, François, « Une grande épidémie en France au XVIII^e siècle : la dysenterie de 1779 au XX^e siècle », dans *Sur la population française au XVIII^e et au XIX^e siècles. Hommage à Marcel Reinhard*, Paris, Société de démographie historique, 1973, p. 403-405. On se

reportera aussi aux pages que consacre à cette épidémie GOUBERT, Jean-Pierre, *Malades et médecins en Bretagne, 1770-1790*, Paris, Klincksieck, 1974, p. 356-380.